

## Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 31 décembre 2016

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accroître en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitude en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivrons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* »

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte de consolidation de l'activité économique en Polynésie française, l'activité bancaire montre des signes d'amélioration à fin décembre 2016. Elle est caractérisée par une petite remontée de l'encours des crédits et une meilleure collecte des dépôts. La qualité du portefeuille des banques s'améliore progressivement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. La masse monétaire continue de croître (+6,6 %) pour s'établir à 454 milliards de F CFP. La position extérieure nette des banques locales (24 milliards de F CFP), bien que toujours excédentaire, s'inscrit en retrait de 4,8 %.

#### Amélioration de l'encours des crédits sains

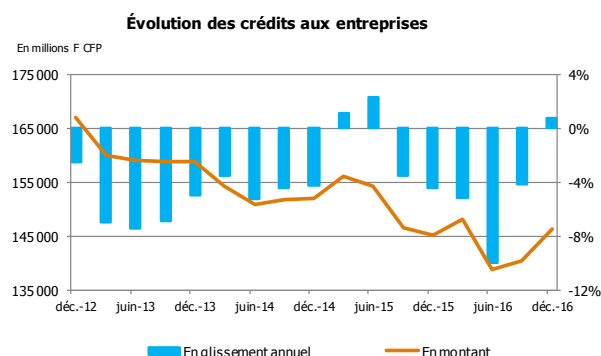
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales observe un léger rebond (+0,1 % en glissement annuel, après -2,7 % en juin 2016). Déduction faite d'une opération exceptionnelle imputable aux sociétés d'assurance, l'évolution ressort à +1,4 % (après -3,1 % en juin 2016). La progression est notamment perceptible pour tous les agents économiques.

#### Reprise des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises (146,3 milliards de F CFP) affiche une hausse de +0,7 % en glissement annuel, après avoir atteint son niveau le plus bas en juin 2016.

Le financement de l'investissement (71 milliards de F CFP) progresse de 2,6 % (après -3,8 % en juin 2016), grâce à la bonne tenue de la production de crédit au cours du second semestre (mise en place de prêts significatifs dans les secteurs des transports, de la location et des activités financières, ainsi que de plusieurs crédits d'équipement de moindre envergure).

Les crédits d'exploitation (58,5 milliards de F CFP) affichent toujours une tendance baissière, qui toutefois s'atténue en fin d'année (-0,5 % en glissement annuel, après -15,9 % en juin 2016).

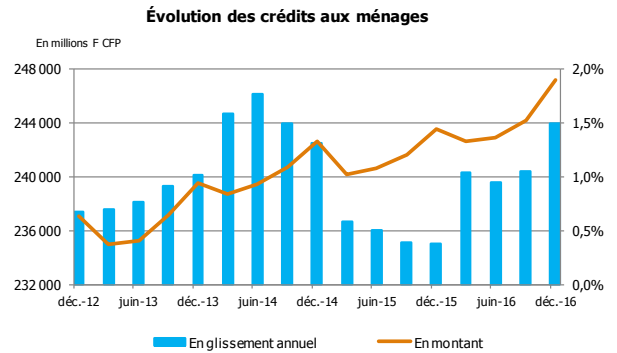


## Croissance accélérée des crédits aux ménages

La croissance de l'encours sain des crédits aux ménages (247,2 milliards de F CFP) s'accélère à fin décembre 2016, +1,5 % en glissement annuel, après +0,9 % en juin 2016.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits immobiliers (162,2 milliards de F CFP) poursuivent leur évolution à la hausse (+2,4 % sur l'année, après +2,7 % en juin 2016).

En revanche, l'encours des crédits à la consommation (68,8 milliards de F CFP) décline encore, mais à un rythme moindre en fin d'année (-3,3 % en glissement annuel, après -4,8 % en juin 2016), prolongeant une tendance négative de sept ans.



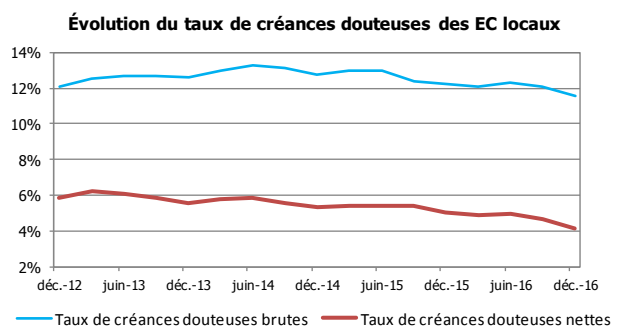
## Maintien de la croissance des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales continue d'augmenter (+8,9 % sur l'année, après +5,3 % en juin 2016), en lien notamment avec la mise en place d'un crédit pour financer le programme d'investissement du Pays sur les logements sociaux. Il atteint ainsi 15 milliards de F CFP à fin décembre 2016.

## Une sinistralité en légère baisse sur l'année

La qualité du portefeuille des banques de la place, qui comporte encore une part importante de risques, s'améliore à fin décembre 2016, grâce aux efforts portés sur le recouvrement des créances.

L'encours des créances douteuses brutes de la place diminue ainsi de 6,0 % sur l'année (-9,7 % en juin 2016) à 54,5 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses recule de 0,7 point sur un an, pour s'établir à 11,6 %.



Les créances douteuses sont largement provisionnées, à hauteur de 67 % à fin décembre 2016 (+4,8 points sur un an). Les créances douteuses nettes s'élèvent à 18,1 milliards de F CFP, en repli de 18 % en glissement annuel. Le taux de créances douteuses nettes ressort à 4,2 % (après 5 % un an auparavant).

## Hausse continue des actifs financiers

L'encours des dépôts collectés par le système bancaire local connaît une nouvelle hausse, +6,6 % en glissement annuel, après +5,1 % en juin 2016, et atteint 460,4 milliards de F CFP.

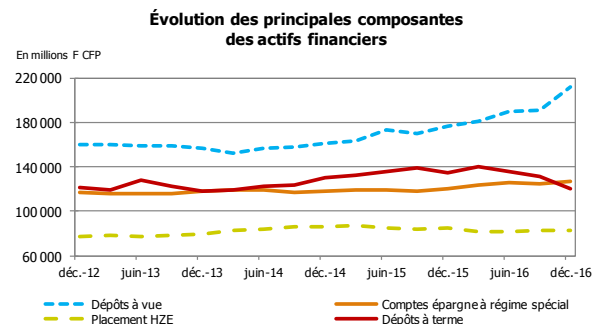
La collecte nette des dépôts à vue (211,6 milliards de F CFP) continue de progresser sensiblement (+19,8 % en glissement annuel, après +9,1 % en juin 2016). Cette évolution, perceptible pour tous les agents économiques, s'explique notamment par un arbitrage opéré par les ménages et un important agent institutionnel au détriment des dépôts à terme (120,8 milliards de F CFP). Moins attractifs, ces derniers reculent ainsi de 10 % en glissement annuel à fin décembre 2016 (stable en juin 2016).

Les comptes d'épargne à régime spécial (127,2 milliards de F CFP), détenus en quasi-totalité par les ménages, progressent de 6 % en glissement annuel (après 5,6 % en juin 2016), tirés par les livrets ordinaires (+5,7 %) et, dans une moindre mesure, par les plans d'épargne logement (+7,6 %).

## Léger retrait des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, affichent un repli (-2,2 % en glissement annuel, après -4,6 % en juin 2016) et s'établissent à 83,2 milliards de F CFP. Cette évolution s'explique par une meilleure performance des obligations au cours du second semestre 2016.

L'encours des contrats d'assurance-vie, qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, recule de 3,2 % (après -2,6 % à fin juin 2016) et s'établit à 71,5 milliards de F CFP.



Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques progresse de 5,1 % en glissement annuel à fin décembre 2016 (après +3,5 % en juin 2016) pour s'établir à 543,6 milliards de F CFP, son plus haut niveau depuis sept ans.

Les bons résultats de la collecte auprès des ménages perdurent (+3,4 % sur un an, après +2,4 % en juin 2016), portés par la hausse notable des dépôts à vue (+13,1 %), des comptes sur livrets (+5,7 %) et des plans d'épargne logement (+7,6 %). En revanche, les dépôts à terme et les contrats d'assurance-vie diminuent (-4,9 % et -3,2 % respectivement). Sur les quatre dernières années, la progression soutenue des avoirs des particuliers (+12 % entre décembre 2012 et décembre 2016, soit +40 milliards de F CFP) laisse entrevoir un changement dans le comportement des ménages polynésiens, désormais plus enclins à constituer une épargne de précaution.

Les entreprises également enregistrent une progression continue de leurs avoirs depuis trois ans (+12,7 % en glissement annuel, après 3,3 % en juin 2016). Ce dynamisme est imputable aux dépôts à vue (+19,3 %). Les dépôts à terme, pour leur part, augmentent beaucoup plus modestement (+1,6 %).

Après deux ans de hausse, les actifs financiers des autres agents se replient en fin d'année (-0,8 % sur un an, après +15,0 % en juin 2016). Les dépôts à terme arrivés à échéance ont en grande partie été transférés en dépôts à vue.

## Amélioration du solde emplois-ressources des banques

### Croissance continue de la masse monétaire

La masse monétaire M3 poursuit sa croissance, +6,6 % en glissement annuel, après +5,0 % en juin 2016, et s'élève à 454 milliards de F CFP à fin décembre 2016.

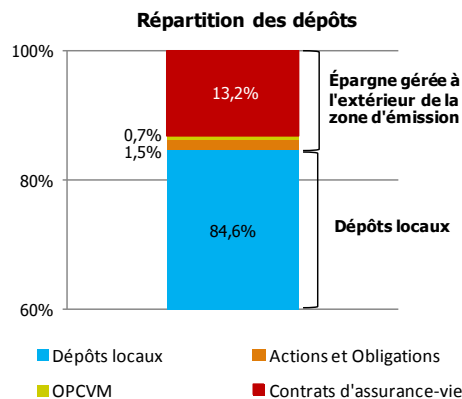
Cette évolution favorable est imputable à la hausse des dépôts à vue (+19,8 % en glissement annuel), des comptes sur livrets (+5,7 %), ainsi que de la circulation fiduciaire (+9,0 %). En revanche, les dépôts à terme diminuent (-10,0 %).

### Repli de la position extérieure nette

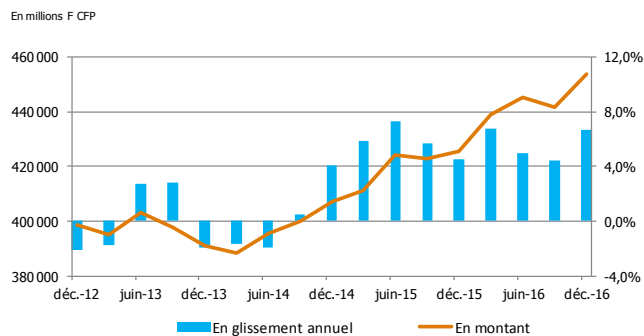
À fin décembre 2016, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 552 milliards de F CFP, en hausse de 4,9 % en glissement annuel (+3,9 % en juin 2016). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (81 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

Le repli des crédits bruts (-0,6 % sur l'année) et l'augmentation des dépôts collectés (+6,2 %) se traduisent par une amélioration du solde emplois-ressources clientèle des banques locales à fin décembre 2016 (-25,2 milliards de F CFP, après -26,9 milliards de F CFP en juin 2016 et -54,3 milliards de F CFP en décembre 2015).

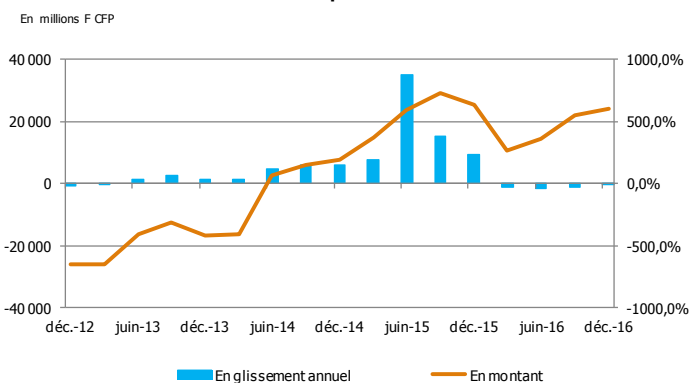
Auparavant structurellement déficitaire, la position extérieure nette (différence entre les avoirs des établissements de crédit locaux et leurs engagements situés hors de la zone d'émission) redevient positive à partir de mars 2014, marquant une nette amélioration après les cinq années de crise traversées par la Polynésie française. Toutefois, après un pic de 29,2 milliards de F CFP en septembre 2015, elle s'inscrit en léger recul, à +24,1 milliards de F CFP à fin décembre 2016, contre +25,3 milliards de F CFP en décembre 2015. Cette situation s'explique par l'arbitrage des banques de la place, qui ont choisi de ne pas placer l'intégralité de leur excédent de trésorerie hors zone d'émission.



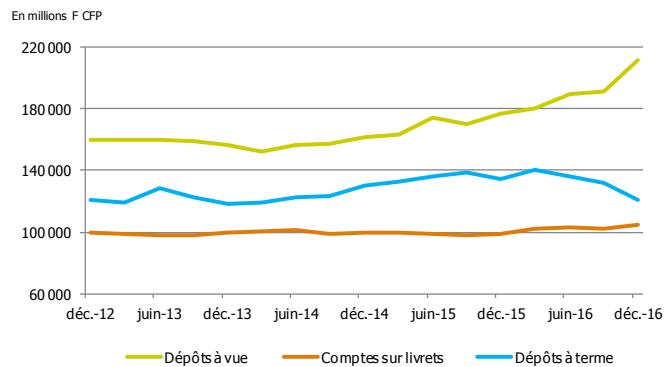
Évolution de la masse monétaire



Évolution de la position extérieure nette



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



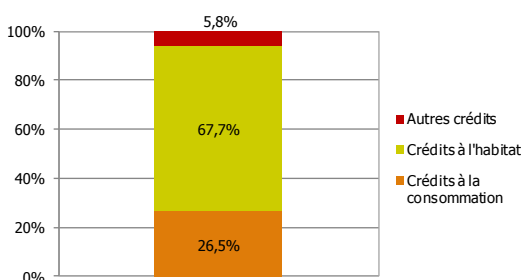
# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent à des financements auprès d'établissements situés hors du pays. La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 22,0 % des concours sains (-0,5 point sur l'année). Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils octroient 83 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % auprès des ménages, essentiellement sur les crédits à l'habitat, et de 2 % auprès des entreprises.

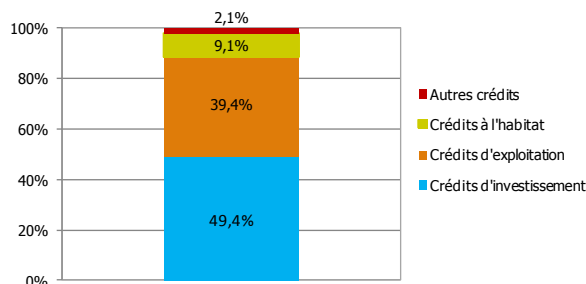
À fin décembre 2016, l'encours brut global des crédits accordés aux agents économiques locaux par l'ensemble des établissements de crédit atteint 589 milliards de F CFP, en recul de 1,1 % sur l'année (après -2,9 % en juin 2016).

Le recul de l'encours sain des crédits (-0,5 % en glissement annuel) est imputable aux collectivités locales (-2,7 %) et à la catégorie des autres agents (-30,2 %). Les concours accordés aux entreprises diminuent de 0,6 %, alors que les ménages enregistrent une hausse de leurs engagements (+1,7 %).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	15 527	14 399	13 965	14 262	14 053	14 724	14 832	15 540	5,5%	9,0%
<i>Billets</i>	<i>13 378</i>	<i>12 193</i>	<i>11 722</i>	<i>11 980</i>	<i>11 766</i>	<i>12 426</i>	<i>12 516</i>	<i>13 176</i>	6,0%	10,0%
<i>Pièces</i>	<i>2 149</i>	<i>2 206</i>	<i>2 243</i>	<i>2 282</i>	<i>2 287</i>	<i>2 298</i>	<i>2 316</i>	<i>2 363</i>	2,8%	3,6%
Dépôts à vue	159 874	156 490	161 182	176 658	180 622	189 782	191 202	211 557	11,5%	19,8%
<b>TOTAL M1</b>	<b>175 401</b>	<b>170 889</b>	<b>175 147</b>	<b>190 920</b>	<b>194 675</b>	<b>204 506</b>	<b>206 034</b>	<b>227 097</b>	<b>11,0%</b>	<b>18,9%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>100 114</b>	<b>100 255</b>	<b>100 270</b>	<b>99 524</b>	<b>102 538</b>	<b>103 803</b>	<b>102 814</b>	<b>105 171</b>	<b>1,3%</b>	<b>5,7%</b>
Comptes sur livrets	99 758	99 845	99 883	99 132	102 140	103 395	102 404	104 764	1,3%	5,7%
Comptes épargne logement	357	410	387	391	398	408	410	407	-0,3%	4,0%
<b>TOTAL M2</b>	<b>275 516</b>	<b>271 144</b>	<b>275 417</b>	<b>290 444</b>	<b>297 213</b>	<b>308 309</b>	<b>308 847</b>	<b>332 268</b>	<b>7,8%</b>	<b>14,4%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>123 244</b>	<b>119 961</b>	<b>131 724</b>	<b>135 281</b>	<b>141 814</b>	<b>136 912</b>	<b>132 721</b>	<b>121 712</b>	<b>-11,1%</b>	<b>-10,0%</b>
Dépôts à terme	121 170	118 304	130 295	134 232	140 791	135 986	131 770	120 767	-11,2%	-10,0%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	2 073	1 656	1 429	1 049	1 023	926	952	945	2,1%	-9,9%
<b>TOTAL M3</b>	<b>398 759</b>	<b>391 105</b>	<b>407 141</b>	<b>425 724</b>	<b>439 026</b>	<b>445 221</b>	<b>441 569</b>	<b>453 980</b>	<b>2,0%</b>	<b>6,6%</b>
<b>P1</b>	<b>16 450</b>	<b>17 578</b>	<b>18 425</b>	<b>20 432</b>	<b>21 555</b>	<b>21 730</b>	<b>21 844</b>	<b>21 982</b>	<b>1,2%</b>	<b>7,6%</b>
Plans d'épargne logement	16 450	17 578	18 425	20 432	21 555	21 730	21 844	21 982	1,2%	7,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>M3+P1</b>	<b>415 209</b>	<b>408 682</b>	<b>425 565</b>	<b>446 156</b>	<b>460 582</b>	<b>466 951</b>	<b>463 412</b>	<b>475 963</b>	<b>1,9%</b>	<b>6,7%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>123 282</b>	<b>132 228</b>	<b>142 764</b>	<b>145 621</b>	<b>142 185</b>	<b>143 942</b>	<b>140 989</b>	<b>155 902</b>	<b>8,3%</b>	<b>7,1%</b>
Institut d'émission	46 172	47 080	44 593	39 466	53 526	56 903	47 138	68 907	21,1%	74,6%
Établissements de crédit	77 109	85 148	98 170	106 155	88 658	87 038	93 852	86 996	0,0%	-18,0%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>5 245</b>	<b>5 259</b>	<b>5 616</b>	<b>5 434</b>	<b>6 007</b>	<b>5 230</b>	<b>6 381</b>	<b>7 198</b>	<b>37,6%</b>	<b>32,5%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>270 232</b>	<b>253 618</b>	<b>258 761</b>	<b>274 669</b>	<b>290 835</b>	<b>296 049</b>	<b>294 198</b>	<b>290 880</b>	<b>-1,7%</b>	<b>5,9%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	482 009	482 798	481 066	473 600	476 272	467 305	462 225	470 580	0,7%	-0,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	211 776	229 180	222 305	198 931	185 438	171 256	168 026	179 700	4,9%	-9,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>44 463</i>	<i>46 003</i>	<i>49 484</i>	<i>49 723</i>	<i>49 175</i>	<i>49 721</i>	<i>49 034</i>	<i>47 714</i>	-4,0%	-4,0%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>31 536</i>	<i>35 918</i>	<i>37 697</i>	<i>35 891</i>	<i>36 028</i>	<i>35 960</i>	<i>35 922</i>	<i>36 363</i>	1,1%	1,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>103 146</i>	<i>101 962</i>	<i>90 629</i>	<i>80 817</i>	<i>78 061</i>	<i>72 818</i>	<i>71 980</i>	<i>62 881</i>	-13,6%	-22,2%
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>16 450</i>	<i>17 578</i>	<i>18 425</i>	<i>20 432</i>	<i>21 555</i>	<i>21 730</i>	<i>21 844</i>	<i>21 982</i>	1,2%	7,6%
<i>Divers</i>	<i>16 181</i>	<i>27 719</i>	<i>26 071</i>	<i>12 069</i>	<i>618</i>	<i>-8 973</i>	<i>-10 753</i>	<i>10 759</i>	219,9%	-10,9%
<b>Total M3</b>	<b>398 759</b>	<b>391 105</b>	<b>407 141</b>	<b>425 724</b>	<b>439 026</b>	<b>445 221</b>	<b>441 569</b>	<b>453 980</b>	<b>2,0%</b>	<b>6,6%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-26 037</b>	<b>-16 814</b>	<b>7 542</b>	<b>25 338</b>	<b>10 597</b>	<b>14 220</b>	<b>21 872</b>	<b>24 114</b>	<b>69,6%</b>	<b>-4,8%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>505 048</b>	<b>497 111</b>	<b>506 876</b>	<b>525 983</b>	<b>541 736</b>	<b>550 213</b>	<b>547 804</b>	<b>551 663</b>	<b>0,3%</b>	<b>4,9%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	482 009	482 798	481 066	473 600	476 272	467 305	462 225	470 580	0,7%	-0,6%
Réserves obligatoires et libres	23 039	14 313	18 268	27 044	54 866	68 688	63 708	56 969	-17,1%	110,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	7 542	25 338	10 597	14 220	21 872	24 114	69,6%	-4,8%
<b>Ressources</b>	<b>505 048</b>	<b>497 111</b>	<b>506 876</b>	<b>525 983</b>	<b>541 736</b>	<b>550 213</b>	<b>547 804</b>	<b>551 663</b>	<b>0,3%</b>	<b>4,9%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	387 782	381 208	398 067	419 309	433 776	440 398	435 480	445 429	1,1%	6,2%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	76 000	81 921	87 181	85 614	85 203	85 681	84 956	84 077	-1,9%	-1,8%
Excédent des opérations diverses des EC	11 161	13 189	18 672	17 281	18 883	19 958	23 066	18 021	-9,7%	4,3%
Réescompte	4 068	3 978	2 956	3 778	3 874	4 177	4 302	4 136	-1,0%	9,5%
Position extérieure nette des EC (si négative)	26 037	16 814	0	0	0	0	0	0		
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle (déficit)</b>	<b>94 226</b>	<b>101 590</b>	<b>82 999</b>	<b>54 291</b>	<b>42 496</b>	<b>26 907</b>	<b>26 744</b>	<b>25 151</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-53,7%</b>

## Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>108 044,9</b>	<b>103 686,3</b>	<b>113 340,0</b>	<b>116 290,8</b>	<b>120 525,8</b>	<b>123 735,6</b>	<b>123 986,6</b>	<b>131 047,0</b>	<b>5,9%</b>	<b>12,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>64 120,6</b>	<b>66 522,0</b>	<b>64 568,6</b>	<b>73 914,9</b>	<b>73 899,4</b>	<b>79 400,0</b>	<b>80 072,8</b>	<b>88 197,1</b>	<b>11,1%</b>	<b>19,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>43 385,3</b>	<b>36 601,0</b>	<b>48 273,6</b>	<b>41 903,9</b>	<b>46 201,5</b>	<b>43 937,4</b>	<b>43 460,8</b>	<b>42 380,8</b>	<b>-3,5%</b>	<b>1,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	43 385,3	36 601,0	48 273,6	41 903,9	46 201,5	43 937,4	43 460,8	42 380,8	-3,5%	1,1%
<i>dont comptes à terme</i>	42 091,6	35 514,8	47 364,0	41 513,4	45 826,3	43 712,9	43 268,4	42 183,3	-3,5%	1,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	626,7	545,6	369,0	120,3	120,3	120,3	108,6	108,6	-9,7%	-9,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<b>Épargne à long terme</b>	<b>539,0</b>	<b>563,3</b>	<b>497,7</b>	<b>472,0</b>	<b>424,9</b>	<b>398,2</b>	<b>453,0</b>	<b>469,1</b>	<b>17,8%</b>	<b>-0,6%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	399,0	342,8	290,3	318,7	318,7	298,8	326,0	347,4	16,3%	9,0%
<b>Ménages</b>	<b>329 591,6</b>	<b>339 796,3</b>	<b>351 294,4</b>	<b>357 617,8</b>	<b>360 084,2</b>	<b>364 845,5</b>	<b>363 946,3</b>	<b>369 833,8</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>72 591,0</b>	<b>73 430,5</b>	<b>77 478,6</b>	<b>81 222,8</b>	<b>83 407,5</b>	<b>87 250,4</b>	<b>87 415,1</b>	<b>91 853,9</b>	<b>5,3%</b>	<b>13,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>165 844,2</b>	<b>171 380,2</b>	<b>170 761,6</b>	<b>171 924,1</b>	<b>174 334,1</b>	<b>175 476,5</b>	<b>172 444,4</b>	<b>173 763,5</b>	<b>-1,0%</b>	<b>1,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	98 070,5	98 070,0	97 669,6	96 423,7	99 030,2	100 323,0	99 364,3	101 897,7	1,6%	5,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	97 713,7	97 660,0	97 283,2	96 032,4	98 632,5	99 914,8	98 954,1	101 490,7	1,6%	5,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	356,8	410,0	386,4	391,4	397,7	408,2	410,2	407,0	-0,3%	4,0%
Placements indexés sur les taux de marché	67 773,7	73 310,2	73 092,0	75 500,3	75 303,9	75 153,5	73 080,2	71 865,8	-4,4%	-4,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	65 415,7	71 511,5	71 650,1	74 277,0	74 110,8	73 905,5	71 783,3	70 651,8	-4,4%	-4,9%
<i>dont bons de caisse</i>	1 403,9	1 113,3	885,5	775,9	765,4	819,0	865,2	854,0	4,3%	10,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	954,1	685,4	556,4	447,5	427,7	429,0	431,6	360,0	-16,1%	-19,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>91 156,4</b>	<b>94 985,6</b>	<b>103 054,2</b>	<b>104 470,8</b>	<b>102 342,6</b>	<b>102 118,7</b>	<b>104 086,7</b>	<b>104 216,5</b>	<b>2,1%</b>	<b>-0,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	16 428,3	17 553,9	18 400,2	20 406,7	21 529,6	21 704,5	21 817,8	21 954,8	1,2%	7,6%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	6 161,7	6 680,2	7 339,6	7 190,1	6 237,2	6 191,4	8 137,9	7 930,1	28,1%	10,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4 324,7	4 092,3	3 427,7	3 008,2	2 845,0	2 818,6	2 856,8	2 817,5	0,0%	-6,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	64 241,7	66 659,4	73 886,7	73 865,8	71 730,7	71 404,1	71 274,2	71 514,0	0,2%	-3,2%
<b>Autres agents</b>	<b>39 009,7</b>	<b>30 142,0</b>	<b>33 136,5</b>	<b>43 103,2</b>	<b>47 718,2</b>	<b>45 020,7</b>	<b>43 923,2</b>	<b>42 754,8</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-0,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>23 162,2</b>	<b>16 537,7</b>	<b>19 134,9</b>	<b>21 520,1</b>	<b>23 315,1</b>	<b>23 131,3</b>	<b>23 713,9</b>	<b>31 506,4</b>	<b>36,2%</b>	<b>46,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>15 744,3</b>	<b>13 494,8</b>	<b>13 898,9</b>	<b>21 554,1</b>	<b>24 373,5</b>	<b>21 860,3</b>	<b>20 179,8</b>	<b>11 217,5</b>	<b>-48,7%</b>	<b>-48,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 044,0	2 185,2	2 600,1	3 100,1	3 507,5	3 480,1	3 449,6	3 273,7	-5,9%	5,6%
Placements indexés sur les taux de marché	13 700,3	11 309,6	11 298,7	18 454,0	20 866,0	18 380,1	16 730,3	7 943,9	-56,8%	-57,0%
<i>dont comptes à terme</i>	13 662,8	11 278,2	11 281,4	18 441,8	20 853,8	18 368,0	16 718,1	7 931,7	-56,8%	-57,0%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>103,1</b>	<b>109,5</b>	<b>102,7</b>	<b>29,0</b>	<b>29,5</b>	<b>29,1</b>	<b>29,5</b>	<b>30,9</b>	<b>6,1%</b>	<b>6,6%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>476 646,1</b>	<b>473 624,7</b>	<b>497 770,8</b>	<b>517 011,7</b>	<b>528 328,2</b>	<b>533 601,8</b>	<b>531 856,1</b>	<b>543 635,6</b>	<b>1,9%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>159 873,8</b>	<b>156 490,2</b>	<b>161 182,1</b>	<b>176 657,9</b>	<b>180 622,1</b>	<b>189 781,7</b>	<b>191 201,8</b>	<b>211 557,4</b>	<b>11,5%</b>	<b>19,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>224 973,8</b>	<b>221 476,0</b>	<b>232 934,1</b>	<b>235 382,1</b>	<b>244 909,0</b>	<b>241 274,2</b>	<b>236 085,1</b>	<b>227 361,7</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-3,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	100 114,4	100 255,2	100 269,7	99 523,8	102 537,7	103 803,1	102 813,8	105 171,4	1,3%	5,7%
Placements indexés sur les taux de marché	124 859,4	121 220,8	132 664,3	135 858,3	142 371,3	137 471,0	133 271,3	122 190,4	-11,1%	-10,1%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>91 798,5</b>	<b>95 658,5</b>	<b>103 654,7</b>	<b>104 971,7</b>	<b>102 797,1</b>	<b>102 546,0</b>	<b>104 569,2</b>	<b>104 716,4</b>	<b>2,1%</b>	<b>-0,2%</b>

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>399 681,5</b>	<b>394 283,9</b>	<b>411 600,7</b>	<b>431 894,4</b>	<b>446 529,0</b>	<b>452 227,3</b>	<b>448 580,7</b>	<b>460 423,0</b>	<b>1,8%</b>	<b>6,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>159 873,8</b>	<b>156 490,2</b>	<b>161 182,1</b>	<b>176 657,9</b>	<b>180 622,1</b>	<b>189 781,7</b>	<b>191 201,8</b>	<b>211 557,4</b>	<b>11,5%</b>	<b>19,8%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>116 564,1</b>	<b>117 832,8</b>	<b>118 694,5</b>	<b>119 955,7</b>	<b>124 093,2</b>	<b>125 533,5</b>	<b>124 657,5</b>	<b>127 153,5</b>	<b>1,3%</b>	<b>6,0%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	99 757,6	99 845,2	99 883,2	99 132,3	102 139,5	103 394,8	102 403,5	104 764,2	1,3%	5,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	356,8	410,0	386,6	391,5	397,8	408,3	410,3	407,2	-0,3%	4,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	16 449,6	17 577,6	18 424,8	20 431,9	21 555,5	21 730,4	21 843,7	21 982,1	1,2%	7,6%
<b>Dépôts à terme</b>	<b>121 170,1</b>	<b>118 304,5</b>	<b>130 295,5</b>	<b>134 232,2</b>	<b>140 790,9</b>	<b>135 986,4</b>	<b>131 769,8</b>	<b>120 766,8</b>	<b>-11,2%</b>	<b>-10,0%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>2 073,4</b>	<b>1 656,4</b>	<b>1 428,6</b>	<b>1 048,6</b>	<b>1 022,8</b>	<b>925,7</b>	<b>951,6</b>	<b>945,3</b>	<b>2,1%</b>	<b>-9,9%</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>76 964,7</b>	<b>79 340,8</b>	<b>86 170,1</b>	<b>85 117,3</b>	<b>81 799,2</b>	<b>81 374,5</b>	<b>83 275,4</b>	<b>83 212,6</b>	<b>2,3%</b>	<b>-2,2%</b>
<i>dont actions</i>	2 316,4	2 908,9	2 753,7	2 602,0	2 458,0	2 360,3	2 506,2	2 547,6	7,9%	-2,1%
<i>dont obligations</i>	4 055,0	4 066,3	4 871,4	4 745,1	3 889,1	3 933,8	5 762,3	5 507,8	40,0%	16,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 615,8	1 259,9	940,2	577,4	557,6	559,0	549,9	478,3	-14,4%	-17,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4 735,7	4 446,3	3 718,1	3 327,0	3 163,7	3 117,4	3 182,8	3 164,9	1,5%	-4,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	64 241,7	66 659,4	73 886,7	73 865,8	71 730,7	71 404,1	71 274,2	71 514,0	0,2%	-3,2%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>476 646,1</b>	<b>473 624,7</b>	<b>497 770,8</b>	<b>517 011,7</b>	<b>528 328,2</b>	<b>533 601,8</b>	<b>531 856,1</b>	<b>543 635,6</b>	<b>1,9%</b>	<b>5,1%</b>



## Les concours des établissements locaux

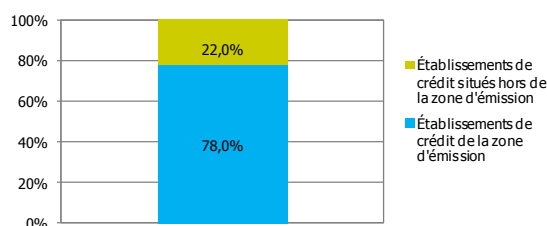
	En millions de F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	81 236,3	73 044,3	65 106,0	58 812,9	61 604,7	56 300,8	56 132,7	58 547,7	4,0%	-0,5%
<i>Créances commerciales</i>	2 608,1	1 756,5	1 916,4	2 094,3	1 693,6	1 843,8	1 554,0	2 475,7	34,3%	18,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 199,7	37 173,7	30 375,3	28 846,6	31 530,9	25 982,8	24 998,6	27 253,1	4,9%	-5,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 592,7	3 587,2	3 308,5	2 909,6	2 830,5	2 899,4	2 828,2	2 758,2	-4,9%	-5,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	38 428,5	34 114,2	32 814,4	27 872,0	28 380,2	28 474,2	29 580,0	28 818,9	1,2%	3,4%
Crédits d'investissement	59 987,5	65 332,5	67 498,0	69 252,1	69 211,7	65 856,3	67 249,7	71 027,0	7,9%	2,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	59 045,7	64 348,6	66 257,9	67 875,3	67 802,1	64 437,5	65 750,7	69 422,4	7,7%	2,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 540,4	4 402,0	4 574,4	4 716,8	4 608,8	4 455,4	4 460,2	4 491,0	0,8%	-4,8%
<i>Crédit-bail</i>	941,8	983,9	1 240,1	1 376,8	1 409,6	1 418,7	1 499,0	1 604,5	13,1%	16,5%
Crédits à l'habitat	17 029,7	14 846,1	14 304,7	13 910,7	14 002,6	13 533,8	13 885,9	13 516,1	-0,1%	-2,8%
Autres crédits	8 801,5	5 579,7	5 091,3	3 258,5	3 208,3	3 141,1	3 074,7	3 204,8	2,0%	-1,6%
<b>Encours sain</b>	<b>167 055,0</b>	<b>158 802,7</b>	<b>152 000,0</b>	<b>145 234,1</b>	<b>148 027,3</b>	<b>138 831,9</b>	<b>140 343,0</b>	<b>146 295,5</b>	<b>5,4%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	83 858,7	82 228,6	76 673,2	71 209,5	69 525,7	68 550,3	67 989,9	68 826,6	0,4%	-3,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	78 729,3	77 340,8	72 090,7	67 082,9	65 434,8	64 831,1	64 275,2	64 795,1	-0,1%	-3,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 333,1	3 261,6	3 043,1	2 735,3	2 727,8	2 413,3	2 461,2	2 783,0	15,3%	1,7%
<i>Crédit-bail</i>	1 796,3	1 626,2	1 539,3	1 391,3	1 363,1	1 305,9	1 253,5	1 248,5	-4,4%	-10,3%
Crédits à l'habitat	146 335,4	149 151,3	153 981,6	158 309,0	158 541,7	159 545,9	160 780,0	162 158,6	1,6%	2,4%
Autres crédits	6 910,0	8 130,9	11 991,8	14 032,1	14 524,4	14 804,0	15 366,8	16 197,0	9,4%	15,4%
<b>Encours sain</b>	<b>237 104,2</b>	<b>239 510,7</b>	<b>242 646,5</b>	<b>243 550,6</b>	<b>242 591,8</b>	<b>242 900,1</b>	<b>244 136,7</b>	<b>247 182,2</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1 715,6	5 079,8	4 966,4	6 118,8	6 146,0	5 980,0	6 014,0	6 346,7	6,1%	3,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 715,6	5 079,8	4 963,6	6 115,9	6 146,0	5 980,0	6 014,0	6 345,4	6,1%	3,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	2,8	2,9	0,0	0,0	0,0	1,3	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 262,3	6 564,7	7 908,5	7 124,7	8 094,5	7 974,3	7 450,6	8 179,8	2,6%	14,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 262,3	6 564,7	7 903,7	7 116,8	8 081,7	7 962,3	7 428,7	8 159,4	2,5%	14,7%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	4,7	7,9	12,8	12,0	22,0	20,4	69,8%	156,6%
Crédits à l'habitat	308,0	281,2	254,4	228,7	227,3	215,8	214,4	202,8	-6,0%	-11,3%
Autres crédits	386,7	346,2	309,8	278,4	250,9	250,9	246,6	246,6	-1,7%	-11,4%
<b>Encours sain</b>	<b>9 672,6</b>	<b>12 271,9</b>	<b>13 439,1</b>	<b>13 750,5</b>	<b>14 718,7</b>	<b>14 421,0</b>	<b>13 925,7</b>	<b>14 976,0</b>	<b>3,8%</b>	<b>8,9%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>10 130,1</b>	<b>11 548,8</b>	<b>11 684,8</b>	<b>13 088,0</b>	<b>13 471,5</b>	<b>13 806,3</b>	<b>8 054,6</b>	<b>7 644,8</b>	<b>-44,6%</b>	<b>-41,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>423 961,8</b>	<b>422 134,1</b>	<b>419 770,4</b>	<b>415 623,2</b>	<b>418 809,2</b>	<b>409 959,3</b>	<b>406 460,0</b>	<b>416 098,4</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,1%</b>
Créances douteuses brutes	58 046,8	60 703,8	61 295,5	57 977,0	57 462,8	57 344,8	55 764,5	54 481,3	-5,0%	-6,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	26 510,5	24 785,6	23 598,2	22 086,3	21 434,9	21 385,2	19 842,2	18 117,9	-15,3%	-18,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	19 749,4	17 367,0	16 242,5	16 166,6	15 327,1	15 510,7	14 131,4	12 542,2	-19,1%	-22,4%
<i>(dt) Ménages</i>	6 742,5	7 425,2	6 879,3	5 884,6	6 052,7	5 860,5	5 696,3	5 501,6	-6,1%	-6,5%
<i>Provisions</i>	31 536,3	35 918,2	37 697,4	35 890,7	36 027,9	35 959,6	35 922,3	36 363,5	1,1%	1,3%
<b>Encours brut total</b>	<b>482 008,7</b>	<b>482 837,9</b>	<b>481 065,9</b>	<b>473 600,2</b>	<b>476 272,0</b>	<b>467 304,2</b>	<b>462 224,5</b>	<b>470 579,8</b>	<b>0,7%</b>	<b>-0,6%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	12,0%	12,6%	12,7%	12,2%	12,1%	12,3%	12,1%	11,6%	-0,7 pt	-0,7 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	54,3%	59,2%	61,5%	61,9%	62,7%	62,7%	64,4%	66,7%	4,0 pts	4,8 pts

# Les crédits à l'économie

## Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	81 559,2	73 439,8	65 433,8	59 151,3	62 085,6	56 684,3	56 390,8	58 805,4	3,7%	-0,6%
<i>Créances commerciales</i>	2 727,2	1 879,3	2 023,2	2 163,1	1 761,7	1 911,1	1 620,3	2 541,1	33,0%	17,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 199,9	37 173,9	30 375,6	28 929,9	31 641,9	26 094,3	24 998,7	27 253,2	4,4%	-5,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 592,7	3 587,2	3 308,5	2 909,6	2 830,5	2 899,4	2 828,2	2 758,2	-4,9%	-5,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	38 632,1	34 386,6	33 035,0	28 058,3	28 682,0	28 678,9	29 771,8	29 011,1	1,2%	3,4%
Crédits d'investissement	68 219,5	70 016,2	72 040,0	73 708,5	73 631,4	70 400,4	71 759,0	73 672,3	4,6%	0,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	67 027,6	68 799,5	70 585,2	72 133,1	72 025,2	68 792,8	70 069,9	71 876,3	4,5%	-0,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 540,4	4 402,0	4 574,4	4 716,8	4 608,8	4 455,4	4 460,2	4 491,0	0,8%	-4,8%
<i>Crédit-bail</i>	1 191,9	1 216,7	1 454,8	1 575,4	1 606,3	1 607,6	1 689,1	1 796,0	11,7%	14,0%
Crédits à l'habitat	17 886,9	15 692,2	14 316,3	13 910,7	14 002,6	13 533,8	13 885,9	13 516,1	-0,1%	-2,8%
Autres crédits	8 801,5	5 579,7	5 091,3	3 258,5	3 208,3	3 141,1	3 074,7	3 204,8	2,0%	-1,6%
<b>Encours sain</b>	<b>176 467,1</b>	<b>164 727,9</b>	<b>156 881,4</b>	<b>150 028,9</b>	<b>152 927,9</b>	<b>143 759,6</b>	<b>145 110,4</b>	<b>149 198,6</b>	<b>3,8%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	89 678,4	88 344,9	83 152,3	77 765,4	76 022,0	75 125,8	74 718,3	75 657,7	0,7%	-2,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	84 549,0	83 454,8	78 566,7	73 632,2	71 921,7	71 397,5	70 993,0	71 615,6	0,3%	-2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 333,1	3 261,6	3 043,1	2 735,4	2 727,8	2 413,3	2 461,2	2 783,0	15,3%	1,7%
<i>Crédit-bail</i>	1 796,3	1 628,5	1 542,4	1 397,7	1 372,5	1 315,1	1 264,1	1 259,0	-4,3%	-9,9%
Crédits à l'habitat	175 465,6	178 083,0	181 820,6	188 554,9	188 859,2	189 808,5	191 135,3	193 371,0	1,9%	2,6%
Autres crédits	6 941,6	8 375,8	12 240,3	14 458,6	14 930,1	15 193,0	15 751,2	16 558,1	9,0%	14,5%
<b>Encours sain</b>	<b>272 085,6</b>	<b>274 803,6</b>	<b>277 213,3</b>	<b>280 778,9</b>	<b>279 811,3</b>	<b>280 127,3</b>	<b>281 604,8</b>	<b>285 586,8</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	1 715,6	5 079,8	4 966,4	6 118,8	6 146,0	5 980,0	6 014,0	6 346,7	6,1%	3,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 715,6	5 079,8	4 963,6	6 115,9	6 146,0	5 980,0	6 014,0	6 345,4	6,1%	3,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	2,8	2,9	0,0	0,0	0,0	1,3	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	90 057,6	85 013,3	86 330,5	84 781,6	85 233,6	83 372,6	82 912,9	82 219,1	-1,4%	-3,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	90 057,6	85 013,3	86 320,2	84 769,0	85 216,4	83 356,4	82 887,2	82 195,1	-1,4%	-3,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	10,3	12,6	17,2	16,2	25,8	24,0	48,1%	90,3%
Crédits à l'habitat	1 135,3	1 010,8	883,6	754,7	753,4	689,2	687,9	623,0	-9,6%	-17,5%
Autres crédits	386,7	346,2	309,8	278,4	250,9	250,9	246,6	246,6	-1,7%	-11,4%
<b>Encours sain</b>	<b>93 295,2</b>	<b>91 450,1</b>	<b>92 490,3</b>	<b>91 933,4</b>	<b>92 383,9</b>	<b>90 292,6</b>	<b>89 861,5</b>	<b>89 435,4</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>10 311,6</b>	<b>11 712,3</b>	<b>11 834,7</b>	<b>13 234,2</b>	<b>13 834,4</b>	<b>15 259,8</b>	<b>9 621,8</b>	<b>9 231,6</b>	<b>-39,5%</b>	<b>-30,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>552 159,5</b>	<b>542 693,9</b>	<b>538 419,7</b>	<b>535 975,4</b>	<b>538 957,5</b>	<b>529 439,3</b>	<b>526 198,5</b>	<b>533 452,4</b>	<b>0,8%</b>	<b>-0,5%</b>
<i>dont ECHZE</i>	128 197,7	120 559,8	118 649,3	120 352,2	120 148,3	119 480,0	119 738,5	117 353,9	-1,8%	-2,5%
Créances douteuses brutes	59 115,2	61 426,4	62 055,6	58 870,5	58 260,6	58 045,8	56 539,3	55 083,8	-5,1%	-6,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	27 369,0	25 303,0	24 158,0	22 819,4	22 073,8	21 949,2	20 481,6	18 668,0	-14,9%	-18,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	20 188,4	17 409,6	16 244,6	16 167,2	15 327,7	15 511,1	14 131,8	12 542,6	-19,1%	-22,4%
<i>(dt) Ménages</i>	7 162,0	7 900,0	7 436,9	6 617,2	6 691,1	6 424,1	6 335,2	6 051,3	-5,8%	-8,6%
<i>Provisions</i>	31 746,2	36 123,4	37 897,6	36 051,1	36 186,8	36 096,6	36 057,7	36 415,8	0,9%	1,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>611 274,7</b>	<b>604 120,3</b>	<b>600 475,2</b>	<b>594 845,9</b>	<b>597 218,2</b>	<b>587 485,1</b>	<b>582 737,8</b>	<b>588 536,2</b>	<b>0,2%</b>	<b>-1,1%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	9,7%	10,2%	10,3%	9,9%	9,8%	9,9%	9,7%	9,4%	-0,5 pt	-0,5 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	53,7%	58,8%	61,1%	61,2%	62,1%	62,2%	63,8%	66,1%	3,9 pts	4,9 pts

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : M.A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : C. PERIOU  
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : avril 2017